

Questions orales

Des voix: Oh, oh!

M. Clark: Le gouvernement actuel s'est montré plus indépendant que le gouvernement précédent vis-à-vis des hausses de taux d'intérêt aux États-Unis. Nous croyons effectivement, je tiens à le répéter pour la gouverne du chef du Nouveau parti démocratique, qu'il serait souhaitable qu'un comité permanent de la Chambre se penche sur tous les aspects de cette question. Le chef du Nouveau parti démocratique sait fort bien que ce comité de sélection se réunira demain. Nous prévoyons que ce comité sera formé avant la fin de semaine. Nous souhaitons que le comité soit saisi de cette question le plus tôt possible.

● (1425)

M. Broadbent: Une dernière question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Quand le premier ministre actuel était chef de l'opposition, il accusait les libéraux d'esquiver les problèmes importants en les renvoyant aux comités. Il devrait maintenant mettre en pratique ce qu'il prêchait à ce moment-là.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Étant donné que son volubile collègue de Terre-Neuve, le ministre des Finances, aurait dit, selon les journaux d'aujourd'hui, que «les hausses des taux d'intérêt ne semblaient plus avoir l'effet»...

Des voix: Règlement!

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. En toute déférence, le député s'est engagé dans un préambule suffisamment long pour introduire sa troisième question. Voudrait-il la poser maintenant?

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, j'irai droit au but. Étant donné que le ministre des Finances a déclaré que cette politique était catastrophique—il l'a admis hier—le premier ministre va-t-il maintenant appliquer une politique conforme à ce qu'il prêchait avant de former le gouvernement, soit réduire les taux d'intérêt au lieu de les augmenter?

M. Clark: Monsieur l'Orateur, comme le chef du Nouveau parti démocratique le sait fort bien, nous avons déjà tenu l'une des grandes promesses que nous avons faite au cours de la campagne électorale, soit traiter avec davantage de respect les comités de la Chambre afin d'être en mesure de nous inspirer de l'avis de tous les députés de la Chambre et du public pour résoudre des problèmes très complexes.

Tout comme les députés des autres partis représentés à la Chambre, les députés du Nouveau parti démocratique auront l'occasion de contribuer de façon concrète à la solution des grands problèmes qu'affronte le Canada. C'est avec impatience que nous attendons de recevoir au sein de ce comité et d'autres instances les propositions concrètes des membres de ce parti. Le comité entendra en outre le témoignage et les propositions concrètes du ministre des Finances.

[M. Clark.]

L'ÉNERGIELE POSTE DE PRÉSIDENT DU GROUPE D'ÉTUDE SUR
PETRO-CANADA

M. Gary F. McCauley (Moncton): Monsieur l'Orateur, ma question, qui a trait à Petro-Canada, s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Peut-il confirmer que le président du groupe d'étude sur Petro-Canada, M. Don McDougall, bien qu'en congé comme président de la compagnie Labatts, reçoit toujours son plein traitement de cette société, et que celle-ci appartient à Brascan laquelle a fait savoir qu'elle était intéressée à se porter acquéreur de Petro-Canada?

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Déjà?

Des voix: Démissionnez.

L'hon. Ray Hnatyshyn (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je ne saurais confirmer les faits en ce qui a trait au traitement que touche le président du groupe d'étude, mais je puis affirmer au député qu'à ma connaissance la compagnie mentionnée par le député n'a pas officiellement déclaré être intéressée à acheter Petro-Canada.

M. McCauley: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Pouvons-nous espérer une enquête et quelques réponses à cette question?

M. Hnatyshyn: Je me ferai un plaisir d'examiner la question, monsieur l'Orateur.

LE PÉTROLE—LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT EN MATIÈRE
DE PRIX

M. Arthur Phillips (Vancouver-Centre): Monsieur l'Orateur, j'ai également une question à poser au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. J'aimerais lui demander s'il est vrai que, indépendamment de tout accord conclu entre les gouvernements fédéral et provinciaux, le gouvernement fédéral favorise une augmentation de \$5 ou de \$6 le baril de pétrole en 1980, ce qui obligerait le consommateur moyen à dépenser quelque \$100 de plus par année pour conduire une automobile et \$120 de plus annuellement pour chauffer sa maison?

L'hon. Ray Hnatyshyn (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je crois que le premier ministre a dit exactement où en étaient les négociations. Nous avons déjà dit que, selon nous, le prix du pétrole doit monter, mais quant à savoir de combien...

Une voix: Qu'en pensez-vous?

M. Hnatyshyn: C'est ce que j'essaie d'expliquer au député, qui a beaucoup à apprendre sur la politique énergétique.

Une voix: Arrogant.

M. Hnatyshyn: Je tiens à dire à la Chambre que nous procédons à des consultations poussées avec les provinces; à titre d'ancien ministre des relations fédérales-provinciales, le député d'Outremont devrait savoir que c'est essentiel. Nous avons l'intention de pousser très loin ces consultations qui sont très importantes.